REGROUPEMENT
DES CENTRES D'AMITIÉ
AUTOCHTONES DU QUÉBEC

Pour la reconnaissance et le respect des droits de la communauté LGBT et bispirituelle autochtone dans les villes

Mémoire du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec déposé au Ministère de la Justice du Québec dans le cadre du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2017-2022

septembre 2016

Ce mémoire est présenté par le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ) au Ministère de la Justice du Québec dans le cadre du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2017-2022.

Réalisation : Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec
Graphisme : Suzanne Lafontaine

Toute reproduction partielle ou totale de cette publication est autorisée conditionnellement à la mention de la source.

Une version électronique peut être téléchargée sur le site web du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec à www.rcaaq.info

REGROUPEMENT
DES CENTRES D'AMITIÉ
AUTOCHTONES DU QUÉBEC

Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec
85 boulevard Bastien, suite 100, Wendake (QC) G0A 4V0
1.877.842.6354
infos@rcaaq.info
www.rcaaq.info

ISBN : 978-2-923951-35-5
Dépôt légal 3e trimestre 2016
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Table des matières

Le Mouvement des Centres d'amitié autochtones du Québec.....4

Le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec.....5

Résumé 7

Mise en contexte.....8

Le phénomène de l'autochtonie urbaine 9

Enjeu 1 : Ouverture de tous les milieux.....11

Recommandations..... 13

Enjeu 2 : Respect des droits.....14

Recommandations..... 16

Enjeu 3 : Création de milieux de vie sécuritaires et inclusifs pour toutes et tous, exempts d'intimidation et de violence 17

Recommandations..... 18

Enjeu 4 : Adaptation des services publics aux besoins des groupes et des milieux.....19

Recommandations..... 20

Références 21

Le Mouvement des Centres d'amitié autochtones du Québec

La mission des Centres d'amitié autochtones est d'améliorer la qualité de vie des citoyens autochtones dans les villes, de promouvoir notre culture et de favoriser le rapprochement entre les peuples.

Cette mission s'articule autour d'un continuum de services culturellement pertinents, appuyé par une philosophie d'empowerment et ce, dans un contexte de prestation multiservices.

Implanté au Canada depuis plus de 60 ans, le Mouvement des Centres d'amitié autochtones forme la plus grande infrastructure de services pour les Autochtones dans les villes au Canada et au Québec. Il y a 118 Centres d'amitié autochtones répartis à travers le Canada, incluant ceux du Québec.

Tant au Canada qu'au Québec, les Centres d'amitié autochtones sont des centres multiservices situés en milieu urbain qui s'adressent à une clientèle autochtone, c'est-à-dire aux membres des Premières Nations, aux Métis et aux Inuit, tout en privilégiant une politique « portes ouvertes », sans égard au statut, à la nation ou au lieu d'origine.

Les Centres d'amitié autochtones contribuent activement au développement social, communautaire, économique et culturel de leur milieu. Afin de remplir leur mission et d'assurer une continuité des services, les Centres d'amitié autochtones collaborent avec les principaux acteurs de leur milieu.

Au niveau national, les Centres d'amitié autochtones sont regroupés au sein de l'Association nationale des Centres d'amitié et dans la province de Québec, l'association provinciale est le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec.

Au Québec, ce sont sept Centres d'amitié autochtones membres du RCAAQ et un Point de services, qui desservent les villes de Chibougamau, Joliette, La Tuque, Montréal, Senneterre, Sept-Îles, Trois Rivières et Val-d'Or. Deux Centres d'amitié sont en développement dans les villes de Roberval et Maniwaki. Ces Centres d'amitié autochtones offrent un continuum d'une cinquantaine de services culturellement pertinents et sécurisants en petite enfance, jeunesse, santé et services sociaux, éducation, formation et emploi.

Le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec

Le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ) est l'association provinciale qui milite depuis 40 ans pour les droits et intérêts des citoyens autochtones dans les villes du Québec, tout en appuyant les Centres d'amitié autochtones du Québec. De par sa mission, cela permet au RCAAQ d'avoir une vue d'ensemble des enjeux et des défis que rencontrent les Autochtones qui doivent composer avec la réalité urbaine.

Positionné et reconnu comme un interlocuteur privilégié des Autochtones en ville par l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL)[1] , le RCAAQ est un leader du mouvement citoyen des Autochtones dans la ville.

Nous mettons en œuvre des stratégies innovatrices et proactives pour répondre aux besoins des Autochtones dans les villes et nous soutenons le développement et la mise en œuvre de projets et de programmes d'envergure provinciale, en appuyant les Centres d'amitié autochtones du Québec au moyen de conseils, de support et de ressources techniques. Nous effectuons de la représentation pour les Centres d'amitié autochtones du Québec et établissons des partenariats à l'échelle provinciale et nationale, ainsi qu'avec les différentes instances gouvernementales et autochtones.

Le RCAAQ et les Centres d'amitié autochtones sont des organisations autochtones, démocratiques et non-partisanes.

1 En mai 2005, une Entente de relations a été signée entre l'APNQL et le RCAAQ reconnaissant à ce dernier un rôle d'interlocuteur privilégié dans les questions urbaines des Premières Nations du Québec.

Le Mouvement des Centres d'amitié autochtones au Québec

REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC

Détroit d'Hudson
Mer du Labrador
Baie d'Ungava
Baie d'Hudson
Baie James

Ivujivik
Salluit
Kangiqsujuaq
Akulivik
Quaqtaq
Puvirnituq
Kangirsuk
Aupaluk
Inukjuak
Tasiujaq
Kangiqsualujjuaq
Kuujjuaq
Umiujaq
Kuujjuarapik
Whapmagoostui
Kawawachikamach
Matimekush - Lac John
Chisasibi
Wemindji
Eastmain
Waskaganish
Nemaska
Pakua Shipi
Unamen Shipu
Nutashquan
Ekuanitshit
Uashat mak Mani-Utenam
SEPT-ÎLES
Mistissini
Oujé-Bougoumou
CHIBOUGAMAU
Waswanipi
Pikogan
VAL D'OR
SENNETERRE
Opitciwan
LAC-SAINT-JEAN
Pessamit
Gespeg
Timiskaming
Lac-Simon
Winneway
Mashteuiatsh
Essipit
Gesgapegiag
Listuguj
Kitcisakik
Wemotaci
Cacouna
Whitworth
Hunter's Point
Rapid Lake
LA TUQUE
MANIWAKI
Manawan
TROIS-RIVIÈRES
QUÉBEC
Eagle Village
LANAUDIÈRE
Kitigan Zibi
Wôlinak
Odanak
Kanesatake
MONTRÉAL
Kahnawake
Akwesasne

Centres membres et en développement

- Centre d'amitié Eenou de Chibougamau — 418-748-7667
- Centre d'amitié autochtone de Lanaudière — 450-760-3865
- Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or — 819-825-6857
- Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles — 418-960-5025
- Centre d'amitié autochtone de La Tuque — 819-523-6121
- Montréal Autochtone — 514-331-6587
- Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre — 819-737-2324
- Point de services pour les Autochtones à Trois-Rivières — 819-840-6155
- Centre d'amitié autochtone de Maniwaki — 418-842-6354
- Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean — 418-842-6354

Affaires autochtones et Développement du Nord Canada / Aboriginal Affairs and Northern Development Canada

Conception graphique : Suzanne Lafontaine, 2015

LES 11 NATIONS

- **ATIKAMEKW** — Orignal / Mos
- **INNUS** — Porc-épic / Kak^{u}
- **MICMACS** — Saumon / Plamu
- **CRIS** — Outarde / Nesk
- **INUIT** — Phoque / Nattiq
- **MOHAWKS** — Loup / Okwaho
- **ABÉNAQUIS** — Esturgeon / Kabasa
- **ALGONQUINS** — Ours / Makwa
- **HURONS-WENDAT** — Castor / Tsou'tayi
- **MALÉCITES** — Tortue / Kakona
- **NASKAPIS** — Caribou / Atihkw

Résumé

La mouvance des populations autochtones vers les villes est en constante croissance. Les principales raisons de migration vers les villes sont les études, le travail et le logement, alors que celles pour revenir dans la communauté sont d'ordre familial et culturel. Les villes peuvent également s'avérer être de milieux de vie où la diversité sexuelle est davantage inaperçue qu'en communauté éloignée. Toutefois, la ville n'est pas exempte de racisme et de discrimination fondé sur l'orientation sexuelle de membres autochtones et de la bispriritualité spécifique aux cultures autochtones. À cet égard, le RCAAQ a ciblé quatre enjeux, parmi ceux proposés par le Ministère, auxquels doivent faire face les groupes de diversité sexuelle autochtones dans les villes : l'ouverture de tous les milieux, le respect des droits, la création de milieux de vie sécuritaires et inclusifs pour toutes et tous, exempts d'intimidation et de violence et l'adaptation des services publics aux besoins des groupes et des milieux.

Résumé des recommandations

Enjeu 1 : Ouverture de tous les milieux

- ✔ Que le *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie* prévoit la création d'une mesure de financement pour aider les organismes communautaires autochtones de services en milieu urbain, tels que les Centres d'amitié autochtones du Québec, à être en mesure de réaliser pleinement leur mission d'améliorer la qualité de vie des Autochtones des villes issus des diversités sexuelles ;
- ✔ Que le *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie* prévoit la création d'une mesure de financement afin de permettre aux Centres d'amitié autochtones du Québec de promouvoir les réalités et les droits des différentes identités et orientations sexuelles auprès des usagers de nos infrastructures ;
- ✔ Que le *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie* identifie la culture autochtone comme étant un élément fondamental d'inclusion sociale pour les groupes LGBT et bispirituels autochtones.

Enjeu 2 : Respect des droits

- ✔ Que le *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie* reconnaisse et soutienne le travail des Centre d'amitié autochtones dans la promotion des droits individuels et l'accompagnement dans l'exercice des droits des personnes LGBT ou bispirituelles ;
- ✔ Que le *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie* facilite l'accès au financement pour les Centres d'amitié autochtones désirant mettre en place un programme spécifique pour les membres des diversités sexuelles LGBT et bispirituelles en plus d'un programme de soutien aux Autochtones victimes d'homophobie et de transphobie.

Enjeu 3 : Création de milieux de vie sécuritaires et inclusifs pour toutes et tous, exempts d'intimidation et de violence

- ✔ Que le *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie* prévoit des formations de sensibilisation, de prévention et d'intervention en lien avec l'homophobie ou la transphobie auprès des acteurs concernés afin de pouvoir agir de façon plus spécifique à leurs réalités dans les villes ;
- ✔ Que le *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie* prévoit l'inclusion du Regroupement des centres d'amitié autochtones dans la création d'activités de sensibilisation et de formation, à l'échelle provinciale, sur les réalités des personnes LGBT autochtones, ou encore dans le développement de politiques anti-harcèlement ;
- ✔ Que le *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie* prévoit un soutien aux infrastructures communautaires autochtones, dont les Centres d'amitié autochtones du Québec, au développement des politiques anti-harcèlement pour faire office de chef de file dans la lutte à l'homophobie, la transphobie et autres discriminations liées à l'orientation sexuelle.

Enjeu 4 : Adaptation des services publics aux besoins des groupes et des milieux

- ✔ Que le *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie* prévoit un soutien au Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec dans le déploiement d'un portrait permettant de documenter la réalité des groupes LGBT et bispirituels et d'établir des pistes d'actions prioritaires pour contrer l'homophobie et la transphobie.

Mise en contexte

Le Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie 2011-2016, prolongé jusqu'en mars 2017, arrive prochainement à terme. En juin 2016, les ministères et organismes engagés dans la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie ont lancé une consultation publique afin d'établir un nouveau plan d'action pour le prochain quinquennat.

De ce fait, le présent mémoire présentera des recommandations d'actions vis-à-vis la reconnaissance et le respect des droits de la population lesbienne, gay, bisexuelle, trans (LGBT) et bispirituelle autochtone vivant ou transitant dans les villes du Québec. Une mise en contexte de la réalité urbaine pour la population autochtone sera présentée, pour ensuite aborder quatre enjeux auxquels la population autochtone LGBT doit faire face : l'ouverture de tous les milieux, le respect des droits, la création de milieux de vie sécuritaires et inclusifs et l'adaptation des services publics.

Le phénomène de l'autochtonie urbaine

Le phénomène de mobilité des Autochtones vers les villes est en croissance constante depuis plusieurs années au Québec comme au Canada. Au Canada, 60% des Autochtones vivent hors réserve (Statistique Canada, 2011). Au Québec, ce sont plus de la moitié (53,2%) des Premières Nations qui sont dans les villes (CCPNIMT, 2015). Une cinquantaine de villes ou villages au Québec sont habités ou fréquentés de manière significative par les Autochtones. Montréal compte plus de 26 000 Autochtones (dont 1 200 Inuit), la Ville de Québec en compte près de 6 500.

La population autochtone est mobile. Les principales raisons de migration vers les villes sont les études (35,4%), le travail (24,6%) et le logement (11,1%), alors que celles pour revenir dans la communauté sont d'ordre familial et culturel (ERS, 2008). Le concept de « zone d'influence territoriale » développé par le Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (Réseau DIALOG) aide à comprendre ces dynamiques de mobilité. Une zone d'influence territoriale se mesure à la fois sous l'angle socioéconomique et sous l'angle des services offerts à la population autochtone et prend en considération toutes les formes de relation entre les Autochtones et la ville. La cartographie des zones d'influence territoriales des Centres d'amitié autochtones du Québec révèle que l'existence d'un Centre d'amitié autochtone transforme les dynamiques et les logiques de mobilité des individus et des familles autochtones. En effet, les Centres d'amitié autochtones agissent comme des pôles de convergence pour les Autochtones, qu'ils résident de manière permanente ou temporaire en milieu urbain ou qu'ils soient de passage dans la ville. Conséquemment, la population autochtone qu'un Centre d'amitié autochtone dessert dépasse grandement le nombre d'Autochtones recensées par Statistique Canada dans la ville où est situé le Centre d'amitié autochtone (Lévesque et al., 2012).

Nous savons que la présence des Autochtones dans les villes n'est pas uniquement statique, mais qu'elle est aussi, dans les différentes villes et communautés, très en mouvement. Il est d'ailleurs possible de distinguer quatre types de trajectoires personnelles caractérisant la présence autochtone dans les villes :

- ✔ **les déplacements occasionnels ou transitoires**, que pratiquent la très grande majorité des Autochtones pour des raisons médicales, pour le travail, pour poursuivre leur éducation et suivre des formations, pour faire des achats, pour transiger avec les services publics, etc.
- ✔ **les déplacements contraints,** qui sont associés aux conditions difficiles d'existence qui peuvent être vécues dans les communautés telles que la violence conjugale, le manque de services adéquats, la perte d'autonomie, le surpeuplement des logements, le chômage, la toxicomanie, etc.
- ✔ **les déplacements involontaires**, qui résultent de décisions légales, comme les placements d'enfants en famille d'accueil, les individus relâchés d'un milieu carcéral hors communauté, les femmes ayant perdu leur statut avant 1985, etc.

- ✔ **les déplacements volontaires temporaires ou définitifs**, qui relèvent d'un choix délibéré pour une union, le désir de poursuivre des études post-secondaires, l'accès à un plus vaste marché du travail et tout autre avantage « différencié » par rapport à la vie dans la communauté. (RCAAQ, 2015)

Cette mouvance a un très grand impact sur la nécessité, la qualité et la quantité de services offerts dans les villes. Les réalités autochtones sont empreintes d'un passé de rapports inégalitaires, de barrières, de racisme et de discrimination, de ruptures identitaires et de structures aliénantes (Cunningham et al., 2009). Des siècles de politiques et de pratiques coloniales visant l'aliénation territoriale, culturelle et identitaire des Autochtones avaient pour but d'exclure les Autochtones et de les restreindre à la marge de la société canadienne et québécoise. L'imposition de la Loi sur les Indiens et des pensionnats indiens sont des exemples de politiques et pratiques responsables de traumatismes sévères transmis d'une génération à l'autre, qui nuisent à l'égalité des Autochtones encore aujourd'hui (CCNSA, 2015). Les résultats de la Commission de vérité et réconciliation du Canada (CVRC) ainsi que ses 94 recommandations soulignent d'ailleurs les inégalités structurelles importantes auxquelles les Autochtones font face (CVRC, 2012, 2015).

Bien que l'homosexualité et la transsexualité chez les peuples autochtones dans les villes soit peu documenté à ce jour, on peut émettre l'hypothèse que les Autochtones LGBT, ou bispirituels, s'inscrivent dans cette mouvance, non seulement pour les raisons évoquées précédemment, mais également pour vivre pleinement leur identité sexuelle à l'abri des stigmates et des préjugés. Certes, les villes ne sont pas libres de préjugés ; celles-ci offrent, toutefois, des milieux de vie plus hétérogènes leur permettant de passer davantage inaperçu comparativement à la vie sur communauté.

Mino Madji8in

***Mino Madji8in**, en langue anishnabe, désigne un mieux-être global, harmonieux et équilibré. Ce concept a une résonnance dans la plupart des langues autochtones au Québec.*

*Reflétant l'esprit de nos ancêtres, **Mino Madji8in** est une façon spécifiquement autochtone d'être, de comprendre le monde et d'y interagir dans le respect de nos valeurs traditionnelles et contemporaines. Mino Madji8in évoque à la fois un état d'esprit et une certitude que le mieux-être consiste à cultiver notre volonté d'être en harmonie en tout, dans le temps et dans l'espace.*

Enjeu 1 : Ouverture de tous les milieux

Le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ) milite en faveur des droits des Autochtones des villes depuis déjà 40 ans. Dans son rôle d'association provinciale territoriale (APT) du Mouvement des Centres d'amitié autochtones pour le Québec, le RCAAQ a comme orientation stratégique de contribuer à une meilleure connaissance et compréhension de la réalité des Autochtones dans les villes et ce, sur tous les domaines prioritaires identifiés. Ainsi, le RCAAQ, de même que le Mouvement des Centres d'amitié autochtones du Québec, participent à la lutte contre l'homophobie et la transphobie en créant des milieux de vie sains et sécuritaires, notamment avec la politique « portes ouvertes » qui garantit un accès libre à tous les Autochtones vivant ou transitant dans les milieux urbains peu importe leurs caractéristiques personnelles (âge, sexe, orientation sexuelle ou autre). Cette politique est au cœur des valeurs que portent nos Centres d'amitié autochtones.

Bien qu'il y ait eu quelques avancées en lien avec l'acceptation des différents groupes LGBT par la population en générale au Québec, le grand enjeu de l'ouverture des milieux à la diversité sexuelle demeure, encore aujourd'hui, un défi que chacune des organisations doit surmonter. L'homophobie, la transphobie et l'exclusion sociale peuvent s'avérer une problématique double ou triple pour les Autochtones des villes issus des diversités sexuelles puisqu'ils font face à une addition des étiquettes sociales.

Chez les Autochtones en milieu urbain, être une personne d'une diversité sexuelle autre peut augmenter le niveau de marginalisation de l'individu en multipliant les stigmates perçus par le tissu social. Les Autochtones, et particulièrement ceux des villes, sont dans une grande proportion victimes de racisme ou de discrimination en lien avec leur identité autochtone. À Montréal, 70 % des Autochtones affirment avoir été taquiné ou insulté en raison de leur origine autochtone et près du tiers (31%) des Montréalais non-autochtone expriment des stéréotypes négatifs à l'égard des peuples autochtones (Environics Institute, 2011). Pour certains Autochtones, cette situation de racisme et discrimination s'additionne à l'orientation sexuelle et cette situation entraine plusieurs autres conséquences à son acceptation et participation sociale. Les causes de rejet liées à l'identité sexuelle de l'individu par les acteurs sociaux sont variées et peuvent se présenter, notamment, par le rejet de la personne par la famille/communauté d'appartenance en raison de principes personnels, moraux collectifs ou religieux, de la population générale puisqu'elles sont d'origines autochtones et LGBT et ultimement, la juxtaposition de caractéristiques physiques qui multiplie les stigmatisations (sexe, handicap ou autre) diminue le niveau d'inclusion personnel dans la société.

La communauté LGBT peut, elle aussi, être un facteur déterminant dans cette acceptation et reconnaissance sociale. Les idéaux et stéréotypes socialement reconnus des ethnies majoritaires des communautés LGBT peut représenter un facteur discriminatoire et d'exclusion sociale additionnel envers une personne d'origine ethnoculturelle minoritaire. Cette réflexion semble déphasée avec l'ouverture des communautés LGBT dans son essence même, mais existe réellement et favorise l'exclusion de certains groupes ethniques à la collectivité.

> *« Paradoxalement, alors que l'on serait porté à penser qu'en raison de l'oppression et de la discrimination homophobes dont sont victimes les gais, lesbiennes et bisexuels, ils sont généralement eux-mêmes plus tolérants et ouverts d'esprit et ne reproduisent pas les mêmes mécanismes d'exclusion que ceux contre lesquels ils se battent, il appert plutôt que les homosexuels issus de minorités ethnoculturelles font également face à la xénophobie et au racisme dans les milieux gais et lesbiens. En fait, l'incidence des comportements discriminatoires à l'endroit des personnes des communautés culturelles chez les gais et lesbiennes serait comparable à celle observée dans la société québécoise en général. Un des facteurs de cette discrimination est l'ignorance des autres cultures, qui génère des jugements défavorables sur les membres de ces minorités. D'où le concept de double stigmatisation : les personnes de la diversité sexuelle issues de minorités visibles sont à la fois victimes d'homophobie au sein de leur communauté d'origine et de discrimination ethnoculturelle au sein de la communauté homosexuelle [...] »* (Larouche, 2010 : 36)

Les Centres d'amitié autochtones sont des points d'ancrage culturels pour la population autochtone et représentent également des espaces sécuritaires afin d'éliminer le sentiment d'isolement ou d'exclusion. Les Aînés autochtones sont un groupe populationnel vivant plus souvent qu'autrement dans des conditions précaires lorsqu'ils résident dans les villes.

> *« En 2001, plus d'un aîné autochtone sur dix (13 %) (65 ans et plus) vivant dans un ménage familial vivait sous le SFR. À titre de comparaison, 6,5 % des aînés non autochtones étaient dans la même situation. La fréquence du faible revenu était même plus grande chez les personnes seules. La moitié (50 %) des aînés autochtones qui ne vivaient pas avec une famille (y compris ceux qui vivaient seuls) vivaient sous le SFR, comparativement à 40 % des personnes seules non autochtones. » (*Statistique Canada, 2001)

Les Aînés autochtones ont une place importante au sein des communautés et les Centres d'amitié autochtones permettent de mettre de l'avant la création de liens intergénérationnels entre ceux-ci, les familles et les jeunes Autochtones en favorisant l'enseignement et la transmission des savoirs traditionnels auprès des jeunes générations. À ce jour, aucune étude ne permet d'établir le pourcentage d'Aînés autochtones appartenant aux diversités sexuelles, mais l'on peut supposer que la proportion est similaire à la population générale. De ce fait, les Centres d'amitié autochtones au Québec permettent de briser l'isolement de nos Aînés en les intégrant dans les activités culturelles et sociales quotidiennes des Centres d'amitié autochtones, indépendamment de leur identité sexuelle.

Les politiques colonialistes du Canada ont transformé les définitions de l'image de l'identité sexuelle chez les Autochtones en inculquant des idéologies occidentales suivant un modèle patriarcal d'hétérosexualité. Ces politiques colonialistes ont été mises de l'avant par le gouvernement fédéral afin de mettre en place des structures assimilatrices chez les Autochtones au Canada. Les individus autochtones devaient endosser ces visions et ces valeurs occidentales afin d'obtenir des droits et un statut légal (Barker, 2008). Ces politiques fédérales, telles que la Loi sur les Indiens ou les pensionnats, ont contribuées sur plusieurs générations, à la déconstruction des modèles

sociaux de genre et de sexualité existant avant la colonisation. L'imposition de nouvelles normes sociales stéréotypés et occidentales entre les hommes et les femmes par les différentes stratégies d'assimilation du gouvernement a participé à l'enrayement de l'acceptation de la fluidité sexuelle et à l'identité bispirituelle de certains individus autochtones par leurs pairs. Ainsi, la place que ces personnes avaient dans la structure sociale autochtone d'avant la colonisation a pratiquement disparu au fil du temps.

En 1994, lors du Rassemblement annuel des amérindiens gais et lesbiens à Winnipeg, le terme bispirituel a été choisi pour faire référence à la diversité des identités sexuelles autochtones (Morgensen, 2011).

> « *Bispirituel est un terme qui reflète la diversité de genre traditionnelle des Autochtones, y compris la nature fluide du genre et de l'identité sexuelle et son interconnexion avec leur spiritualité et leurs visions du monde traditionnelles.* » (Walters et al., 2006)

Ainsi, le modèle d'inclusion sociale et de la politique « portes ouvertes » des Centre d'amitié autochtones permet de participer à la reconnaissance de toutes les identités sexuelles autochtones, incluant celles qui ne sont pas énumérées par les plans ou mesures gouvernementales, telles que les personnes bispirituelles.

Recommandations

- ✔ Que le *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie* prévoit la création d'une mesure de financement pour aider les organismes communautaires autochtones de services en milieu urbain, tels que les Centres d'amitié autochtones du Québec, à être en mesure de réaliser pleinement leur mission d'améliorer la qualité de vie des Autochtones des villes issus des diversités sexuelles ;
- ✔ Que le *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie* prévoit la création d'une mesure de financement afin de permettre aux Centres d'amitié autochtones du Québec de promouvoir les réalités et les droits des différentes identités et orientations sexuelles auprès des usagers de nos infrastructures ;
- ✔ Que le *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie i*dentifie la culture autochtone comme étant un élément fondamental d'inclusion sociale pour les groupes LGBT et bispirituels autochtones.

Enjeu 2 : Respect des droits

Plusieurs Centres d'amitié autochtones au Québec luttent activement contre la discrimination dans leur milieu. Certains Centres d'amitié autochtones ont produit des campagnes de sensibilisation sur les droits des Autochtones afin de rapprocher les peuples entre eux et éradiquer le racisme. Ces actions ou campagnes valorisent le rôle et la place de la personne autochtone dans la société en soulignant leur apport dans la progression du monde d'aujourd'hui. Ces actions citoyennes permettent aux jeunes Autochtones et moins jeunes de participer à l'autonomisation d'eux-mêmes et de déconstruire les préjugés envers les Premiers Peuples. Ces actions citoyennes et cet engagement comme acteur de changement sont fondamentaux pour les Centres d'amitié autochtones dans le but de réaliser pleinement leur mission de rapprochement entre les peuples.

Notre Mouvement possède l'expertise dans l'élaboration de mobilisations citoyennes concertées pour la valorisation et la promotion des droits et libertés des Autochtones dans les villes. Notre Mouvement est, par conséquent, une plateforme idéale pour poursuivre la sensibilisation auprès de la population autochtone et allochtone aux diverses identités sexuelles composant la société d'aujourd'hui. Les Centres d'amitié autochtones sont des ressources et des partenaires engagés incontournables pour sensibiliser et promouvoir les enjeux autochtones urbains auprès des organismes gouvernementaux et ceux de la société civile.

Ainsi, la programmation des Centres d'amitié autochtones contribue à favoriser l'inclusion sociale de tous les groupes, incluant les membres des diverses identités sexuelles et à éduquer ces membres du Mouvement dans le but de les renseigner sur leurs droits et libertés. Comme souligné précédemment, les Autochtones des minorités sexuelles additionnent les stigmates et combattent plusieurs types de préjugés pour prendre part à la société québécoise.

> « *Selon la Commission des droits de la personne et des droits la jeunesse du Québec (CDPDJ), les Autochtones, et en particulier les Autochtones en milieu urbain, comptent parmi les groupes les plus susceptibles d'être victimes de discrimination et/ou de profilage racial au Québec. Selon la CDPDJ, le racisme empêche aujourd'hui les Autochtones de participer pleinement à l'essor de la société québécoise.* » (RCAAQ, 2014)

Plusieurs initiatives prennent des formes différentes en fonction des caractéristiques des membres de chacun des Centres d'amitié autochtones afin d'éliminer les formes de racisme et de discrimination et démarginaliser les Autochtones des diverses communautés sexuelles. Nos milieux de vie sécuritaires et accueillants favorisent la fréquentation de nos infrastructures communautaires par les personnes des minorités sexuelles. De plus, les bonnes pratiques et initiatives développées par les Centres d'amitié autochtones pour favoriser l'inclusion sociale et

l'action citoyenne sont diffusées à travers notre réseau et partagées avec tous les partenaires qui ont contribué de près ou de loin à la réussite de ces réalisations. Le RCAAQ soutient les activités du Mouvement des Centres d'amitié autochtones du Québec en siégeant dans plusieurs comités pour favoriser la promotion et la diffusion des réalités et de la culture autochtone urbaine.

Une des initiatives du RCAAQ a été de créer une campagne de sensibilisation contre la maltraitance envers les Aînés, Yayenra', en réalisant des outils d'information et des capsules vidéo permettant de sensibiliser les Aînés et leur famille contre le phénomène de la maltraitance. Cette initiative comprenait également une section sur les droits et libertés et cette campagne a été diffusée à travers le Canada.

Le projet Yayenra' : respectons nos aînés

Le projet Yayenra' (signifie « printemps » en wendat) visait à faire connaître et reconnaître les droits individuels dont disposent les citoyens autochtones en vertu de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne et de la Charte canadienne des droits et libertés de la personne. Ce projet visait prioritairement, mais non uniquement, à prévenir la maltraitance des Aînés autochtones. Le projet Yayenra' privilégiait une approche initiatique aux droits et libertés, de manière à sensibiliser les membres du Mouvement des Centres d'amitié autochtones à l'importance des droits individuels.

Campagne : Jeunes Autochtones contre la discrimination

Montréal Autochtone a créé une campagne sur les droits et libertés ayant comme objectif de lutter contre la discrimination et de permettre aux jeunes Autochtones de la métropole de mieux connaître leurs droits. #ParceQueJeSuisAutochtone est disponible sur le site web suivant : www.nativemontreal.com

Crédit photo : Montréal Autochtone

Recommandations

- ✔ Que le *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie* reconnaisse et soutienne le travail des Centre d'amitié autochtones dans la promotion des droits individuels et l'accompagnement dans l'exercice des droits des personnes LGBT ou bispirituelles ;
- ✔ Que le *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie* facilite l'accès au financement pour les Centres d'amitié autochtones désirant mettre en place un programme spécifique pour les membres des diversités sexuelles LGBT et bispirituelles en plus d'un programme de soutien aux Autochtones victimes d'homophobie et de transphobie.

Enjeu 3 : Création de milieux de vie sécuritaires et inclusifs pour toutes et tous, exempts d'intimidation et de violence

La création de milieux de vie sécuritaires et inclusifs pour toutes et tous, exempts d'intimidation et de violence, en plus d'être une priorité gouvernementale, rejoint la mission des Centres d'amitié autochtones du Québec. La qualité de vie des Autochtones en milieu urbain se définit notamment par la création de milieux de vie accueillants, tolérants, mobilisés et inclusifs à l'image des Centres d'amitié autochtones. Depuis la création du premier Centre d'amitié autochtone au Québec il y a près de 50 ans, notre Mouvement s'est avéré être un pôle de convergence pour les Autochtones en milieu urbain, où ceux-ci développent un fort sentiment d'appartenance. En offrant un continuum de plus d'une cinquantaine de services culturellement sécurisants dans les domaines de l'éducation, de la santé, des services sociaux, de l'employabilité et plus encore, les Centres d'amitié autochtones sont une vitrine privilégiée pour favoriser les interventions globales et la continuité des actions de la petite enfance jusqu'à l'âge adulte, en plus d'avoir l'occasion de rejoindre une partie importante de la population autochtone urbaine par le biais de leurs programmes, services et partenariats. Par leurs actions, les Centres d'amitié autochtones du Québec encouragent la pleine participation à la vie citoyenne, politique et communautaire, dans des milieux sécuritaires et respectueux des droits et libertés de la personne. Ils sont donc des lieux privilégiés pour sensibiliser, prévenir, intervenir et promouvoir la fierté culturelle et l'identité sexuelle dans différents contextes.

Portés par des valeurs d'inclusion, de solidarité, d'équité et de justice, les intervenants des Centres d'amitié autochtones du Québec interviennent quotidiennement dans différentes situations d'intimidation, de discrimination ou de violence. Ils travaillent avec différents partenaires afin de mettre sur pied des lieux et des services culturellement sécurisants spécifiquement conçus pour la population autochtone urbaine. Ces partenariats leur permettent également d'assurer la complémentarité, la cohérence et la continuité des actions locales, régionales et provinciales dans divers domaines. De plus, en tissant des liens de confiance personnalisés avec les Autochtones des villes, les intervenants des Centres d'amitié autochtones ont l'opportunité non seulement d'offrir des lieux de rencontre sécuritaires et empreints de respect pour les Autochtones des villes, mais aussi de sensibiliser, de prévenir et d'intervenir dans le cadre de situations d'intimidation, de discrimination ou de violence dont ils sont témoins ou qui leur sont rapportés.

De par son expertise en matière d'offre de services culturellement sécurisants et pertinents, le Mouvement des Centres d'amitié autochtones du Québec gagnerait également à être mis à profit dans la création d'activités de sensibilisation et de formation sur les réalités des personnes LGBT autochtones, ou encore dans le développement de politiques anti-harcèlement. Celui-ci

est d'ailleurs d'avis que toute formation aux intervenants en matière d'intimidation devrait comporter une spécificité propre aux Autochtones en milieu urbain et inclure les approches holistiques, culturellement pertinente et culturellement sécurisante.

Culturellement pertinente

L'approche culturellement pertinente passe en premier lieu par une compréhension véritable par les intervenants des contextes historiques, légaux, politiques, économiques et sociaux dans lesquels se trouvent les Autochtones. Ensuite, cette compréhension doit être retenue pour saisir les effets qu'elle a sur un individu dans toute sa spécificité. En somme, les stratégies déployées doivent tenir compte à la fois de l'individu, du contexte dans lequel il se trouve et des manières par lesquelles ce contexte affecte l'individu qui demande du soutien, de l'aide ou des conseils (RCAAQ, 2014).

Culturellement sécurisante

L'approche culturellement sécurisante consiste à bâtir la confiance avec les personnes autochtones et reconnaître le rôle des conditions socioéconomiques, de l'histoire et de la politique en matière de prestation des services. La sécurisation culturelle exige la reconnaissance que nous sommes tous porteurs de culture. Cette approche s'appuie sur une participation respectueuse ainsi qu'une compréhension du déséquilibre du pouvoir inhérent à la prestation des services, de la discrimination institutionnelle et la nécessité de rectifier ces iniquités en apportant des changements dans le système (RCAAQ, 2014).

Recommandations

- ✔ Que le P*lan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie* prévoit des formations de sensibilisation, de prévention et d'intervention en lien avec l'homophobie ou la transphobie auprès des acteurs concernés afin de pouvoir agir de façon plus spécifique à leurs réalités dans les villes ;
- ✔ Que le *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie* prévoit l'inclusion du Regroupement des centres d'amitié autochtones dans la création d'activités de sensibilisation et de formation, à l'échelle provinciale, sur les réalités des personnes LGBT autochtones, ou encore dans le développement de politiques anti-harcèlement ;

✔ Que le *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie* prévoit un soutien aux infrastructures communautaires autochtones, dont les Centres d'amitié autochtones du Québec, au développement des politiques anti-harcèlement pour faire office de chef de file dans la lutte à l'homophobie, la transphobie et autres discriminations liées à l'orientation sexuelle.

Enjeu 4 : Adaptation des services publics aux besoins des groupes et des milieux

Alors que les cultures autochtones intégraient l'homosexualité et la bisexualité et que les personnes bispirituelles, « personnes-aux-deux-esprits », détenaient des rôles importants, étaient respectées et positivement perçues comme une richesse par leurs traditions ancestrales, il règne actuellement dans plusieurs Premières Nations une homophobie qui découle de la colonisation européenne et de l'évangélisation forcée de communautés autochtones que les jeunes gais et lesbiennes ont tendance à quitter. De plus, cette même population hésite à faire appel aux organismes communautaires, au réseau de la santé et des services sociaux ou aux autres services publics qui leur sont offerts, appréhendant le dévoilement de leur orientation sexuelle et ses conséquences possibles sur leur réalité quotidienne. En conséquence, ces gens se sentent souvent isolés et peu intégrés socialement, vivent une tension psychologique continue et sont plus à risque relativement au suicide et à la consommation de drogues illicites. Les « personnes-aux-deux-esprits » vivent une situation similaire ; elles doivent souvent s'expatrier de leur communauté autochtone et sont plus à risque de développer des polytoxicomanies et autres problèmes de « fuite en avant » (Larouche, 2010).

Nous retrouvons donc en milieu urbain une proportion gaie et lesbienne autochtone qui choisissent la vie en ville pour pouvoir vivre librement leur identité sexuelle. Toutefois, ces personnes, une fois en ville, se retrouvent souvent isolées, loin de leurs familles et perdent leurs repères.

En raison de la combinaison de la marginalisation fondée sur l'identité sexuelle et de genre et de celle fondée sur l'identité autochtone, les personnes bispirituelles sont largement absentes des paradigmes LGBT et autochtones de la santé. Ce manque de représentation a également une incidence sur les types de politiques qui sont élaborés, sur les priorités de financement, ainsi que sur la conception et la prestation des programmes de santé des Autochtones. Il y a un besoin de recherches et de politiques qui prennent en compte les points de vue des personnes bispirituelles dans les questions de violence fondée sur le sexe, d'accès au logement, d'éducation, de soins de santé et de nombreux autres déterminants sociaux de la santé (Hunt, 2016).

Le Mouvement des Centres d'amitié autochtones du Québec, de par ses valeurs d'inclusion, de solidarité, d'équité et de justice, milite pour ses membres et ce, peu importe leur orientation ou leur identité sexuelle. Des travaux sont actuellement menés en collaboration avec le gouvernement provincial afin d'améliorer l'accessibilité en matière de services en santé, services sociaux, justice et

éducation en milieu urbain pour les Autochtones. En complémentarité avec les travaux provinciaux, des réflexions sont aussi en cours au niveau local afin d'évaluer à plus long terme les besoins de certaines régions, de favoriser la concertation entre les différents acteurs et d'améliorer l'offre de services dans les régions où se trouve une forte population autochtone.

Ainsi, la formation continue et l'élaboration de politiques sont également nécessaires dans tous les contextes de prestation de services (santé, services sociaux, justice et éducation) afin de répondre à l'homophobie et au racisme qui y règnent, et de renforcer la compréhension de la diversité des besoins et des réalités des personnes bispirituelles.

Toutefois, avant d'élaborer de la formation continue ou des politiques, il est important de connaître le profil des personnes LGBT autochtones afin d'identifier leurs besoins et ainsi, développer des approches d'intervention pertinentes à leur vécu et à leur réalité. Le simple fait d'adapter des approches déjà existantes chez les LGBT non-autochtones n'est pas suffisant.

Le RCAAQ dispose, à ce jour, de peu d'informations sur sa clientèle LGBT et bispirituelle. Afin d'y remédier, le RCAAQ mène, dans 13 villes du Québec, un portrait sur l'accessibilité aux services urbains et ce, dans divers domaines (santé, services sociaux, système de justice et services d'aide aux victimes, éducation et emploi). Ce portrait vise à identifier les difficultés d'accès rencontrées par les Autochtones qui vivent ou transitent en milieu urbain. Malgré l'aspect général du portrait, le RCAAQ souhaitait connaître la proportion des usagers qui font partie d'un groupe d'une diversité sexuelle. Il s'agit, pour le RCAAQ, d'un premier pas vers une meilleure connaissance de ces personnes et d'une démonstration de la nécessité de poursuivre les travaux afin de connaître davantage les réalités, intérêts, préoccupations et besoins des personnes LGBT et bispirituelles autochtones.

Recommandations

✔ Que le *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie* prévoit un soutien au Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec dans le déploiement d'un portrait permettant de documenter la réalité des groupes LGBT et bispirituels et d'établir des pistes d'actions prioritaires pour contrer l'homophobie et la transphobie.

Références

Barker, J. (2008). *Gender, sovereignty, rights : Native Women's activist against social inequality and violence in Canada*. American Quarterly. 60(2) :259-266. Référence tirée du document : Hunt, S. (2016). *Une introduction à la santé des personnes bispirituelles : questions historiques, contemporaines et émergentes,* Centre de collaboration nationale de la santé autochtone. Repéré à www.nccah-ccnsa.ca/Publications/Lists/Publications/Attachments/156/2016-05-10-RPT-HealthTwoSpirit-Hunt-FR-Web.pdf

Centre de collaboration nationale de la santé autochtone (CCNSA) (2015). *Peuples autochtones et traumatisme historique : les processus de transmission intergénérationnelle.* Repéré à http://www.nccah-ccnsa.ca/Publications/Lists/Publications/Attachments/142/2015_04_28_AguiarHalseth_RPT_IntergenTraumaHistory_FR_Web.pdf

Comité consultatif des Premières Nations et des Inuit relatif au marché du travail (CCPNIMT) (2015). *L'état du marché du travail au Québec pour les Premières Nations et les Inuits : situation récente et tendances. Rapport préliminaire*.

Commission de vérité et réconciliation du Canada (2012). *Commission de vérité et réconciliation du Canada : Appels à l'action.* Repéré à http://www.trc.ca/websites/trcinstitution/File/2015/Findings/Calls_to_Action_French.pdf

Commission de vérité et réconciliation du Canada (2015). *Honorer la vérité, réconcilier pour l'avenir. Sommaire du rapport de la Commission de vérité et réconciliation Canada.* Repéré à http://www.trc.ca/websites/trcinstitution/File/French_Exec_Summary_web_revised.pdf

Cunningham, J., C. Lévesque, E. Cloutier et S. Dugré (2009). *La pauvreté en contexte autochtone à Val-d'Or : Regards et perspectives d'intervenants.* Cahier ODENA no. 2009-03. Alliance de recherche ODENA, Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG) et Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec. Repéré à http://www.odena.ca/IMG/pdf/cahierodena2009-03-pauvretedv.pdf

Enquête régionale sur la santé des Premières Nations de la région du Québec (ERS) (2008). Repéré à https://www.cssspnql.com/champs-intervention/secteur-recherche/enquetes-populationnelles/enquete-regionale-sante

Environics Institute (2011). *Urban Aboriginal Peoples Study : Montréal Report*. Repéré à : http://142.132.1.159/wp-content/uploads/2010/02/UAPS-Montreal-report2.pdf

Hunt, S. (2016). *Une introduction à la santé des personnes bispirituelles : questions historiques, contemporaines et émergentes*, Centre de collaboration nationale de la santé autochtone. Repéré à www.nccah-ccnsa.ca/Publications/Lists/Publications/Attachments/156/2016-05-10-RPT-HealthTwoSpirit-Hunt-FR-Web.pdf

Larouche, V. (2010). « Quand l'homophobie se superpose à la discrimination ethnoculturelle » dans *Revue Service social,* Volume 56, numéro 1 : 31-42. Repéré à https://www.eruditorg/revue/ss/2010/v56/n1/039777ar.html

Lévesque, C., E. Cloutier, D. Salée, P. Apparicio et M. Gagnon (2012). *Cartographie sociale et économique de la population autochtone des villes du Québec. Bilan provincial. Rapport de recherche*. Cahier ODENA, no 2012-04. Alliance de recherche ODENA, Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG) et Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec.

Morgensen, S.L. (2011*) Spaces between us : Queer settler colonialism and indigenous decolonization*. Minneapolis, MN : University of Minnesota Press. Référence tiré du document : Hunt, Sarah (2016). *Une introduction à la santé des personnes bispirituelles : questions historiques, contemporaines et émergentes,* Centre de collaboration nationale de la santé autochtone.

Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ) (2014). *Lutte à l'intimidation envers les Autochtones dans les villes.* Mémoire déposé au Ministère de la Famille dans le cadre de l'élaboration du plan d'action concerté de lutte contre l'intimidation. Repéré à http://www.rcaaq.info/fr/publications/memoires.html

Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ) (2015). *Planification Stratégique Régionale - Québec 2015-2017.* Repéré à http://www.rcaaq.info/fr/samu/demarche-de-planification-strategique-communautaire-et-r%C3%A9gionale.html

Statistique Canada (2001). *Les aînés autochtones du Canada*. Repéré à http://www.statcan.gc.ca/pub/89-519-x/2006001/4122091-fra.htm

Statistique Canada (2011). *Enquête nationale auprès des ménages.*

Walters, K.L., Evans-Campbell, T., Wimoni, J., Ronquillo, T., & Bhuyan, R. (2006). « My spirit in my heart : Identity experiences and challenges amoung American Indian two-spirited women ». *Journal of Lesbian Studies*, 10 : 125-49. Référence tirée du document : Hunt, S. (2016). *Une introduction à la santé des personnes bispirituelles : questions historiques, contemporaines et émergentes,* Centre de collaboration nationale de la santé autochtone. Repéré à www.nccah-ccnsa.ca/Publications/Lists/Publications/Attachments/156/2016-05-10-RPT-HealthTwoSpirit-Hunt-FR-Web.pdf